

■ Revue trimestrielle

# GÉOÉCONOMIE

■ N° 45 - Printemps 2008

## GUERRE ÉCONOMIQUE DÉBAT, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES

Bernard NADOLEK  
Charlotte LEPRI  
Shirine SABERAN  
Christian HARBULOT  
Alice LACOYE  
Mourad OUBRICH  
Éric J. POMÈS  
Julie ROUZAUD  
Steeve AUGOULA  
Bernard CARAYON

**MONDIALISATION FINANCIÈRE & GESTION DES ENTREPRISES**  
Yannick de KERHOR

CHOISEUL

---

# LA GUERRE ÉCONOMIQUE, UN INSTRUMENT DES STRATÉGIES DE PUISSANCE

---

*Christian HARBULOT et Alice LACOYE \**

Contrairement à ce que les universités françaises ont enseigné pendant les cinquante dernières années, la mondialisation n'a pas gommé les affrontements économiques entre puissances. Les puissances s'affrontent de nouveau au grand jour pour la maîtrise des sources d'énergie, la conquête des marchés ou le contrôle des innovations technologiques. La guerre en Irak a été le premier rappel significatif des fondamentaux historiques sur les liens indissociables entre la maîtrise d'une énergie vitale telle que le pétrole, et la préservation de la puissance d'un empire comme les États-Unis. Les pressions exercées depuis 2006 par Vladimir Poutine sur l'approvisionnement gazier de l'Ukraine et de la Géorgie ont corroboré cette évidence historique. Or, force est de constater que l'analyse libérale fait encore abstraction des problématiques de puissance en s'abritant derrière les dogmes des théoriciens libéraux <sup>1</sup>. Un des partisans de cette école de pensée, Joël Ruet <sup>2</sup>, considère que « le patriotisme économique est un déni d'analyse intenable ». Selon lui, la compétition économique mondiale

---

\* Christian Harbulot est directeur de l'école de Guerre Économique et fut l'un des auteurs du rapport Martre. Alice Lacoye suit la formation en stratégie d'intelligence économique à l'école de Guerre Économique.

1. L'article de Shirine Saberan sur Adam Smith démontre à ce propos que cet auteur n'omettait pas la problématique de puissance du royaume d'Angleterre.

2. *Le Monde* daté du 28 août 2007. Joël Ruet dirige une chaire sur les économies émergentes à l'école de Paris et est chercheur au CNRS et à la London School of Economics.

va être dominée par des batailles industrielles qui opposeront des groupes Nord-Sud, c'est-à-dire dont les capitaux seront à la fois d'origine occidentale et provenant d'économies émergentes comme la Chine et l'Inde. Mais l'école libérale manque d'arguments pour faire rentrer dans sa grille de lecture les décisions économiques qui relèvent d'une dynamique de puissance. C'est le cas pour la Chine, qui est en train de renforcer ses barrières à l'entrée pour limiter la prise de contrôle par le capital étranger de ses secteurs économiques stratégiques. Dans le même ordre d'idées, le rachat d'entreprises par des intérêts étrangers suscite aujourd'hui l'inquiétude de certains milieux libéraux. Les Canadiens Roger Martin <sup>3</sup> et Gordon M. Nixon <sup>4</sup> constatent qu'entre 2001 et 2006, 455 sociétés canadiennes ont été rachetées par des sociétés étrangères pour un prix de 137 milliards de dollars. Cet « évidemment », constaté aussi aux États-Unis, est considéré comme une menace qui en revient potentiellement à vider la souveraineté économique d'un pays de sa substance <sup>5</sup> industrielle.

Pour faire ressortir la dimension géoéconomique des problématiques de puissance, il est nécessaire de relire l'histoire de certains pays. Le Portugal est l'exemple significatif d'un empire du XV<sup>e</sup> siècle dont la puissance va s'affaiblir sous la pression combinée de facteurs militaires et commerciaux.

## L'INFLUENCE BRITANNIQUE DANS L'HISTOIRE DU PORTUGAL

Face à une Castille menaçante, le Portugal s'est très tôt tourné vers l'océan : il ripostera à la pression continentale de son voisin en forgeant une puissance maritime. La clef de voûte de sa puissance et de son indépendance réside historiquement dans le contrôle militaire mais surtout commercial des mers. Celui-ci est ravi par l'Angleterre à partir du XVI<sup>e</sup> siècle en raison de l'Inquisition, et par conséquent, de l'alignement du Portugal sur l'axe Castille/Rome.

L'accroissement de la dépendance du Portugal envers l'Angleterre ne suit pas une fonction arithmétique mais ressemblerait plutôt à une progression exponentielle. En effet, non seulement le commerce n'est pas un jeu à somme nulle

3. Doyen de la Rotman School of Management.

4. Président de la Royal Bank of Canada.

5. Article « Création de chefs de file mondiaux : la solution de "l'évidement", paru dans la lettre *Sentinel* datée d'octobre 2007.

où ce que l'Angleterre gagne, le Portugal le perd, mais par ailleurs, l'effondrement progressif de l'économie portugaise forge à long terme les conditions de la suprématie anglaise sur le pays du bord de mer. L'Angleterre aura, au long des siècles, miné les liens du Portugal avec les puissances continentales. Le pas suivant aura été l'invasion commerciale du marché interne portugais et de ses colonies. La procédure n'est pas innocente et correspond à une stratégie de puissance reproduite au Brésil, dont l'indépendance aura été parrainée par la Couronne britannique<sup>6</sup>. La politique d'influence anglaise menée au long des siècles envers le Portugal est une illustration des combinaisons parfois contradictoires des intérêts géoéconomiques et géopolitiques.

Le positionnement du Portugal, porte de l'Atlantique, est déterminant et constitue très tôt pour l'Angleterre un point d'entrée sur le continent européen, tant d'un point de vue militaire que commercial. Dans ce dernier domaine, il est également un point d'escale nécessaire dans les flux maritimes. D'autre part, le monopole commercial portugais construit dès le XIV<sup>e</sup> siècle a suscité la convoitise de la Couronne anglaise, qui s'y est d'abord immiscée pour en prendre ensuite le contrôle de manière indirecte. Ainsi, en 1308, les deux pays signent une autorisation mutuelle de liberté de circulation, mais elle ne s'applique pas aux Portugais qui naviguent à bord de navires castillans. Cette stratégie anglaise se développe également sur d'autres échiquiers : en 1373 est signé le premier traité d'alliance politico-militaire entre les deux pays. Sur ce point, l'intérêt anglais rejoint le portugais qui veut échapper à la volonté annexionniste de la Castille. Cette alliance conclue sur pied d'égalité se transforme peu à peu en protectorat anglais, dont le prix est souvent amer et perçu comme tel par la conscience collective portugaise. Ici, la stratégie anglaise est doublement gagnante : son soutien militaire correspond à son intérêt sur l'échiquier européen et elle se fait financièrement et commercialement payer pour son aide. Cette dernière dimension caractérise la stratégie anglaise : l'aide militaire est un « investissement », un pas tactique, pour sa stratégie de puissance commerciale.

Au long des siècles, une vraie guerre commerciale a lieu sur les mers entre les navires commerçants des deux pays, mais la

---

6. A. K Manchester, *British Preeminence in Brazil*, Chapel Hill, 1933, pp. 108 et 203.

puissance anglaise se développe par des voies autrement plus subtiles et pérennes. Comme l'a souligné François Perroux <sup>7</sup> et à sa suite Sandro Sideri <sup>8</sup>, l'Angleterre a forcé les cadres de l'échange à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le traité de 1654, signé à la suite de la restauration de l'Indépendance de 1640 (qui a aussi donné lieu au traité de 1642 supprimant les restrictions commerciales et instaurant des privilèges anglais), imposé par Cromwell, a déterminé le siècle qui a suivi. À travers celui-ci, l'Angleterre entre dans le triangle lucratif Portugal/Brésil/Afrique de l'Ouest dont les flux commerciaux, peu à peu, se structurent autour d'elle et repoussent de plus en plus le Portugal vers la périphérie <sup>9</sup>. Ce dernier tente alors de diversifier ses relations internationales en se tournant, entre autres, vers la France. L'Angleterre le ramène dans son orbite avec le traité de Methuen en 1703, qui ouvre le marché interne portugais à la déferlante de textile anglais. Au-delà de l'immédiat enrichissement anglais, le traité a réorienté l'économie portugaise vers la désindustrialisation, ce qui, à long terme, a accentué la dépendance du Portugal à l'égard du royaume d'Angleterre <sup>10</sup>. De plus, le traité est révélateur du déséquilibre de la relation bilatérale : alors que l'Angleterre importe du luxe, le Portugal importe des biens britanniques que son industrie n'est plus capable de produire, alors même que ce sont des biens nécessaires. Le commerce ici a une résonance on ne peut plus politique.

7. François Perroux, « Une théorie de l'économie dominante », *Économie Appliquée, Archives de l'ISEA*, avril-septembre 1948, dans *L'Économie du XX<sup>e</sup> Siècle*, Paris, 1964, p. 54.

8. Sandro Sideri, *Trade and Power: Informal Colonialism in Anglo-Portuguese Relations*, Rotterdam University Press, Rotterdam, 1970, p. 84.

9. "We gained the sugar trade from the Portuguese who supplied most part of Europe with their Brazil sugars.[...]and since that time we have beat them out of almost all that trade on this side of the Streights-Mouth." J. Gee, *The Trade and Navigation of Great Britain Considered*, Glasgow, 1750, p. 44. Cent ans plus tard le ministre anglais Hay dira "For the most part the Portuguese in the Brazil trade have been commissaries for other people". Hay à Egremont, 18 mars, 1763, P.R.O., F.S.P., *Portugal* 89/58, dans A. Christelow, "Great Britain and the Trades from Cadiz and Lisbon Spanish America and Brazil, 1759-1783", *The Hispanic American Historical Review*, 1947, XXVII, 4.

10. "This agreement will have this consequence in Portugal that all their own manufactures, which at this time make a vast quantity of ill cloth and dear, will be immediately laid down and totally discontinued; [...]" J. Methuen à Nottimgham, 26 nov/7 dec., 1702, au British Museum, *Add. MSS*, Londres.

La balance commerciale devient très favorable à l'Angleterre. Le manifeste de Felmouth témoigne de l'entrée de 48 millions de cruzados en or entrés en Angleterre entre 1758 et 1778. En 1717, soixante-dix maisons britanniques de commerce sont installées à Lisbonne. Celles-ci se livrent à la spéculation, causant une flambée des prix en métropole et une baisse au Brésil. Par conséquent, le commerce entre le Portugal et sa colonie est freiné. Or, la Couronne anglaise avait déjà compris à l'époque que le Brésil était la clef de voûte de sa relation avec le Portugal <sup>11</sup>. La taille de la communauté anglaise commerçant au Portugal a suivi le cycle des relations luso-anglaises. Après 1654, époque forte pour l'Angleterre vu la jeunesse de la restauration de l'indépendance portugaise, soixante entreprises anglaises sont installées à Lisbonne. À l'époque du Marquis de Pombal <sup>12</sup>, qui était à ce moment-là le dirigeant effectif du royaume, il n'en reste plus que douze <sup>13</sup>. En effet, Pombal comprend le poids anglais et, très vite, crée des compagnies caractérisées par des privilèges royaux qui leur donnent le monopole commercial de certains domaines. Ces compagnies prennent en main des marchés intérieurs comme le vin, mais aussi des comptoirs extérieurs dans les colonies. Quand Pombal invite les Anglais à rejoindre la compagnie d'Alto Douro, ceux-ci refusent en disant qu'il n'y aura pas de capital anglais investi dans une entreprise dominée par des étrangers <sup>14</sup>. Ainsi, on voit la symbiose publique/privée qui structure l'action des commerçants anglais. En 1688, Seaburg, envoyé anglais au Portugal commente à propos des Portugais : « They look upon our merchants as the only men who will ruin Portugal » <sup>15</sup>. L'assise de la puissance anglaise sur le Portugal est commerciale, et sa base est constituée par les privilèges fiscaux, civils et judiciaires accordés par traités bilatéraux aux membres des entreprises anglaises sur le territoire portugais

---

11. Ainsi, en 1767, une commission anglaise sera créée pour étudier le sujet et elle conclura, unanimement, que la participation anglaise au commerce colonial brésilien est le point le plus important des relations commerciales luso-anglaises. Sandro Sideri, *Trade and Power: Informal Colonialism in Anglo-Portuguese Relations*, Rotterdam University Press, Rotterdam, 1970, p. 106.

12. Premier ministre de 1759 à 1777, sous le règne de José I<sup>er</sup>, après avoir été ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Vienne et à Londres.

13. Sandro Sideri, *Trade and Power: Informal Colonialism in Anglo-Portuguese Relations*, Rotterdam University Press, Rotterdam, 1970, p. 23.

14. *Ibid.*, p. 100.

15. P.R.O., F.S.P., *Portugal*, 16.

– ce qui permet de prendre aux Portugais le contrôle de leur propre commerce <sup>16</sup>.

Même à la suite de traités de renforcement de l’alliance, les navires anglais ne se privent pas d’attaquer les navires portugais : la Couronne britannique sera perçue comme une alliée mais n’atteindra jamais le statut d’amie dans la conscience portugaise. Pour les Anglais, le peuple portugais reste un peuple ingouvernable, attaché à ses traditions papistes. A contrario, les différences religieuses sont exploitées par le Portugal qui établit des relations avec l’Irlande, pour laquelle il est une terre d’accueil et de formation catholique. Ainsi, le levier d’influence de nature religieuse apparaît comme un contrepoids subversif dans une stratégie de puissance portugaise visant à diversifier les manœuvres de contournement de l’hégémonie anglaise. Ainsi dans le domaine militaire, le Portugal favorise la consultation d’experts allemands tels que le comte Lippe. Au Brésil, la famille royale se tourne du côté français pour les grands travaux afin d’essayer de contrer l’influence croissante de Londres. Pourtant, si la population est traversée par des phases anglophobes, les liens diplomatiques entre les deux pays ont toujours été serrés. De fait, la Couronne anglaise a toujours cherché à interférer dans les affaires internes de l’État portugais et appuyait plutôt des régimes politiques autoritaires, comme le prouve le soutien apporté au parti pro – D. Maria II (royaliste) contre les républicains et envers la dictature instaurée en 1917 <sup>17</sup>. Il semble en effet que l’Angleterre, outre sa volonté de maintenir l’ordre sur son assise continentale, favorisait plutôt des régimes où l’esprit commerçant n’était pas le trait distinctif de la classe sociale dominante.

Ce n’est qu’à partir de 1950 que l’influence britannique sur le Portugal commence à s’atténuer. Le vrai tournant n’a lieu qu’en 1961 avec l’incident de Goa (affrontements de l’armée indienne contre des militaires portugais) <sup>18</sup>. Face à la menace

16. Les privilèges dont les Anglais jouissent deviennent plus importants que ceux dont les propres Portugais bénéficient. B. Keene, envoyé à Lisbonne en 1746, cité par M. Cheke, *Dictator of Portugal*, Londres, 1938, p. 22.

17. Cunha Leal, *Portugal e a Inglaterra*, Imp. Moret, Coruna, 1932, pp. 193-194 et pp. 244-245.

18. Fin 1961: Nehru donne ordre à l’armée indienne d’entrer à Goa. 40 000 soldats indiens entrent dans la ville ; l’armée portugaise négocie ses conditions de reddition. Le Portugal ne reconnaîtra l’incorporation de Goa à l’Inde qu’en 1974.

de perte de territoires en Inde, la diplomatie portugaise sonde informellement Londres pour savoir quelle serait sa réaction si Lisbonne invoquait l'Alliance. Londres répond que, dans le contexte international du moment, elle ne répondrait pas. Le milieu politique portugais de l'époque en éprouve de la rancœur. Dans les années soixante, le Portugal se tourne vers la France et la RFA. Ces deux pays continentaux deviennent des références militaires vu que le bloc anglo-saxon refuse la vente d'armes au régime dictatorial portugais. Beja devient officiellement une base d'entraînement et de retrait de l'aviation allemande en cas d'invasion de l'Est (elle disparaît d'ailleurs après 1991). Par ailleurs, des liens commerciaux commencent à se nouer et les « remessas » de France (argent que les émigrés renvoient au pays) constituent un poumon de l'économie portugaise. À la chute de la dictature, le Portugal candidate immédiatement à la CEE et le grand parrain de cette candidature n'est autre que la RFA. Depuis son adhésion en 1986, les investissements anglais n'ont cessé de diminuer.

Aujourd'hui, la population du Royaume-Uni résidant au Portugal est nombreuse par rapport aux autres populations immigrées des pays continentaux. L'Angleterre pèse surtout au niveau du tourisme. Elle entretient sa dynamique de réseaux avec la Chambre de Commerce britannico-portugaise et la Portuguese Chamber. Mais elle arrive loin derrière l'Allemagne qui est devenue un partenaire privilégié du Portugal sur le plan commercial. En revanche, la capacité de compréhension de l'environnement portugais est un atout majeur des Anglais, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'un héritage du passé et, signe des temps, en 2004, on a annoncé la fermeture du consulat anglais de Porto, ville emblématique des relations luso-anglaise. La relation luso-anglaise est structurellement paradoxale, il ne s'agit ni d'une amitié ni d'une convergence politique spontanée mais d'une alliance politico-militaire, doublée d'une guerre économique larvée entre les deux pays. Le génie anglais a consisté à exploiter l'alliance (politico-militaire) comme avantage compétitif sur l'échiquier de la guerre (économique).

## L'ÉCONOMIE ET LA PUISSANCE

Édith Cresson fut la première à saisir la portée stratégique de cet effort de réflexion sur la complexité des rapports de force géoéconomiques. Faute d'un entourage à la hauteur du

défi et délaissée par son propre parti, elle n'eut guère le temps de préciser sa pensée dans le domaine. Édouard Balladur poursuivit dans cette voie en reprenant le dossier mal engagé lors des négociations du GATT, afin de sauver ce qui pouvait l'être dans le bras de fer États-Unis/Europe. Ces démarches ponctuelles ne suffirent pas à ancrer durablement les axes d'une pensée stratégique sur les rapports de force géoéconomiques. Le 9 novembre 2004, le quotidien *Le Monde* publiait un supplément économie titré : « Croissance, ton commerce extérieur fout le camp ». Une information fondamentale ressortait du lot des articles : les entreprises françaises n'arrivaient plus à se redéployer hors des zones traditionnelles d'échange, en particulier vers l'Asie. Dès 1992, les discussions menées dans le cadre du rapport « Intelligence économique et stratégies des entreprises » pointaient déjà du doigt l'absence de bilan sur les conséquences de la fin de l'empire colonial. Dans les années cinquante, la France disposait d'un réseau de sociétés de commerce très performantes. Leur point d'appui en Asie était alors l'Indochine. La disparition de ce réseau a durablement pesé sur notre performance commerciale dans la zone.

Le rapport du Plan mettait aussi en exergue la désorganisation endémique de notre système informationnel. L'exemple cité concernait l'approche anarchique de la Chine. Le constat était simple : il n'existait aucun lieu dans l'Hexagone centralisant l'information utile, publique ou privée, sur cet immense pays. Si l'État vivait encore à l'heure des chapelles administratives, les acteurs privés et la société civile campaient eux aussi sur leur position de chacun pour soi. Les villes françaises, en raison de leurs divergences politiciennes et de leurs rivalités ancestrales, se montraient incapables de partager leurs informations sur les différentes initiatives lancées vers la Chine (voyages d'études, rapports des agences de développement, retour d'informations des entreprises qui allaient au contact du marché chinois, suivi des échanges d'étudiants, amélioration de la connaissance du terrain par les tentatives de jumelages...). Au milieu des années quatre-vingt-dix, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie prit conscience du fossé qui était en train de se creuser avec des pays comme l'Allemagne et l'Italie. Ce fossé était avant tout informationnel. L'Allemagne se nourrissait de ses fondations privées, qui étudiaient l'Asie depuis un siècle, et bénéficiait du volontarisme de certains groupes industriels investissant bien au-delà de leur cœur de

métier. C'est ainsi que Siemens finança le premier colloque sur le management de l'information à Shanghai au tout début de la dernière décennie. Les Italiens profitaient de leur côté de la vitalité clanique. Les banques italiennes s'appuyaient sur cette connivence pour orienter efficacement l'information de leurs antennes asiatiques vers les réseaux de PME italiennes, qui en usaient avec beaucoup d'opportunisme. Cette capacité de projection allemande et italienne reposait sur une approche patiente et durable des circuits de décision mais aussi sur une gestion méthodique de l'information de terrain. C'est ce qui incita Gérard Longuet à formuler un plan de relance de l'activité commerciale de la France essayant de dynamiser les flux informationnels. Ce plan échoua principalement parce qu'il y manquait l'essentiel : l'accord consensuel des élites politiques, économiques et administratives sur une vision stratégique de la politique de puissance de la France dans la mondialisation des échanges.

Interrogé sur le rapport entre la nation et la puissance, le philosophe Marcel Gauchet <sup>19</sup> rappelait à juste titre qu'aucun homme politique ne tient aujourd'hui le langage de la puissance : « C'est un langage réprouvé. Nous en arrivons à l'idéologie du jour, celle des droits de l'homme. C'est elle qui interdit de penser la politique, la nation, la puissance, le gouvernement. C'est par rapport à elle qu'il faut mener un travail de fond, sans lequel il n'y aura pas de refondation à gauche. » Ce qui est vrai pour la gauche l'est aussi pour la droite. À quelques exceptions près, la classe politique n'a pas entamé, pour l'instant, de réflexion de fond pour s'adapter à la gestion complexe de la problématique de puissance. Elle est confrontée à des choix contradictoires de plus en plus fréquents, comme être allié avec un pays occidental sur un dossier géostratégique et dans le même temps adversaire sur un dossier géoéconomique. D'un monde stabilisé par la bipolarité entre l'Est et l'Ouest, nous passons à un monde déstabilisé par la poussée simultanée de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la Russie, sans oublier le jeu de dominos qui en découle. L'Iran, la Turquie et beaucoup d'autres pays ont à définir rapidement leur propre cheminement dans cette nouvelle course à la puissance. Après avoir été un sujet tabou à cause des dérives totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle, la notion de

---

19. Interview parue dans le numéro du magazine *Marianne* daté du 19 août 2003.

puissance est en passe de redevenir un des éléments clés de la gouvernance mondiale. La vision binaire du monde telle qu'elle existait avant la chute du mur de Berlin, à savoir bloc de l'Est contre bloc de l'Ouest en termes géostratégiques, et Nord et Sud en termes de développement, ne correspond plus à la géographie des rapports de force du XXI<sup>e</sup> siècle. Il existe désormais trois cadres d'expression de l'économie mondiale : l'hégémonie dégradée du monde occidental, l'espace de manœuvre élargi des nouvelles puissances, et la volonté de survie et de croissance des autres pays. Les intérêts de ces mondes sont profondément divergents. Le monde occidental cherche à pérenniser la position de supériorité géoéconomique qu'il a consolidée par les révolutions industrielles, et à optimiser la rente accumulée au cours des siècles précédents. Ce n'est pas le cas des nouvelles puissances qui ont comme priorité la création de richesses et l'accroissement de leur influence en profitant des points faibles – et surtout des contradictions – du monde occidental.

L'habileté avec laquelle la Chine tire actuellement profit des tiraillements commerciaux entre l'Europe et les États-Unis illustre bien sa culture des stratagèmes, et la manière dont un faible exploite au maximum les contradictions du fort. La prédominance de l'initiative privée dans la définition des stratégies économiques prévalant à l'intérieur du monde occidental accentue ce paradoxe. Les stratégies de conquête des nouvelles puissances sont favorisées par la vision restrictive que les hommes d'affaire occidentaux se font des enjeux du marché mondial. L'importance prise par la finance dans le fonctionnement de l'économie de marché occidentale influe sur la perception des enjeux stratégiques par les décideurs<sup>20</sup>. Le court terme s'est substitué aux autres critères temporels de la puissance. Cette prédominance de la rente financière sur les intérêts des États menace la pérennité de la puissance. En vendant aux nouvelles puissances des savoir-faire de souveraineté, les entreprises occidentales cèdent à des considérations strictement financières qui peuvent s'avérer antagoniques avec les besoins vitaux des États. A contrario, les nouvelles puissances sont principalement préoccupées par la conquête des marchés extérieurs, en particulier dans les pays occidentaux qui ont le plus fort pouvoir d'achat. Une telle

---

20. Christian Harbulot, *La main invisible des puissances*, nouvelle édition, Ellipses, Paris, 2007.

configuration les avantage dans la mesure où elles se fixent des objectifs à moyen et long terme. Les dirigeants chinois, qui ont réussi le tour de force d'adapter une dictature communiste aux règles de l'économie de marché, ont des objectifs plus ambitieux que la recherche du profit. Certains ne cachent pas leur volonté de construire la puissance de la Chine en profitant autant que possible de l'affaiblissement du monde occidental. Il n'est pas certain qu'ils soient les seuls à penser ainsi, en Asie ou sur d'autres continents.

Au lieu d'unifier le « village planétaire », la mondialisation des échanges segmente le cadre conflictuel des relations internationales en plusieurs échiquiers transnationaux et nationaux. Si les financiers et les entreprises semblent pour l'instant en être les forces motrices principales, les enjeux de puissance perturbent de plus en plus les dynamiques concurrentielles à cause de la pénurie des ressources, des spéculations anarchiques sur les matières premières, des déséquilibres industriels et des dépendances insupportables qu'ils génèrent, sans oublier les stratégies d'entrisme des fonds souverains et les manœuvres occultes des économies criminelles. L'attractivité d'une économie ne peut plus être la réponse magique à cette floraison de rapports de force et d'antagonismes géoéconomiques. Un pays qui veut préserver son développement doit à la fois attirer des capitaux étrangers mais aussi conquérir des marchés à l'étranger. La France a trop longtemps centré sa stratégie sur l'attractivité. Elle en paie aujourd'hui durement les conséquences, par le déficit endémique de son commerce extérieur et la faible compétitivité de son tissu industriel. Une économie de combat au sens défini par Edward Luttwak<sup>21</sup> est la condition *sine qua non* d'une stratégie de puissance. C'est ce que le monde politique et économique français feint d'ignorer en se lavant les mains de cette corvée, sous le prétexte de la construction de l'Europe. Cette défausse est d'autant plus dangereuse que la puissance européenne se construit sous la contrainte tous azimuts des économies américaine, russe, chinoise et indienne. Or l'histoire portugaise est là pour nous rappeler que les stratégies géoéconomiques gagnantes se construisent rarement dans une dynamique de résistance.

---

21. Edward Luttwak, *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, 1994.

**RÉSUMÉ**

*Les facteurs commerciaux et militaires expriment historiquement la dimension géoéconomique des problématiques de puissance réalistes. Au cours des siècles, l'influence britannique sur le Portugal s'est révélée d'une efficacité redoutable et d'une portée stratégique immense, perturbant les dynamiques concurrentielles. Quelles leçons l'Europe doit-elle tirer de l'histoire portugaise ? L'économie de combat est-elle la solution à la dépendance ?*

**ABSTRACT**

*Commercial and military factors historically express the geoeconomic dimension of the realist thought. Over the centuries, British influence on Portugal has proved to be dreadfully efficient and of a huge strategic interest, disrupting the competitive dynamics. What lessons does Europe need to draw from Portuguese history? Is the economic warfare the solution to dependence?*